

Dans leur ouvrage paru récemment, *Pensées décoloniales* (éd. Zones), Lissell Quiroz et Philippe Colin proposent une introduction aux théories décoloniales latino-américaines et une généalogie permettant de faire découvrir tout un continent de pensées largement méconnues en France.



La théorie décoloniale constitue l'un des discours phares de notre temps. Loin des imprécisions dont elle fait souvent l'objet, cet ouvrage, première synthèse en français sur son origine latino-américaine, offre une généalogie et une cartographie d'un continent de pensée méconnu en Europe. Mêlant récits historiques, portraits de théoriciens (dont Gloria Anzaldúa, Arturo Escobar ou Aníbal Quijano), extraits d'œuvres non encore traduites, explications de concepts clés, ce livre offre une introduction claire, informée et stimulante des apports d'un des courants les plus féconds de la théorie critique contemporaine. La conquête de l'Amérique, scène inaugurale de la modernité capitaliste, fut aussi l'acte de naissance de nouveaux rapports coloniaux

# PENSÉES DECOLO- NIALES

**ZONES**

Philippe Colin  
Lissell Quiroz

UNE  
INTRODUCTION  
AUX THÉORIES  
CRITIQUES D'AMÉRIQUE  
LATINE

## L'expérience coloniale et décoloniale latino-américaine

La colonialité s'enracine dans l'aventure transocéanique entreprise par les royaumes ibériques au début du xv<sup>e</sup> siècle et dans la conquête coloniale du continent américain. La conquête du Nouveau Monde par les royaumes de la péninsule Ibérique pose les fondements du plus ancien système colonial occidental. Contrairement au mouvement expansionniste européen du XIX<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XX<sup>e</sup>, l'entreprise coloniale ibérique n'est pas le fruit d'une stratégie impériale des puissances « centrales » pour s'emparer des « restes du monde non capitaliste » et susciter de nouveaux cycles d'accumulation : elle est en réalité la conséquence imprévisible d'une politique d'exploration commerciale visant à contourner la mainmise ottomane sur les routes terrestres conduisant aux Indes et à l'or, associée à une conception absolutiste et

centraliste du pouvoir politique et à un « nationalisme » catholique impérial. Succédant immédiatement à la chute du dernier royaume musulman de la péninsule Ibérique et à l'expulsion des juifs d'Espagne, la conquête du « Nouveau Monde » apparaît en réalité comme le prolongement de la *Reconquista* et du projet universel de dissémination de la foi chrétienne. Les politiques menées contre les musulmans et les juifs dans les territoires (re)conquis – expropriations, expulsions, conversions forcées – ont préparé le terrain de la *Conquista* du Nouveau Monde<sup>1</sup>. Décrits comme des idolâtres, accusés de cultes diaboliques, les Indigènes des Amériques sont expropriés de toute souveraineté originale et leurs terres, concédées par bulle pontificale au royaume de Castille. L'opération jette les bases de la longue histoire du colonialisme européen : pour la première fois, les Européens revendiquent un « droit spécial et unilatéral sur des terres qui ne leur appartiennent pas et sur les habitants qui s'y trouvent »<sup>2</sup>. Rapidement, la « violence totale exprimée par les formes guerrières des Espagnols » se cristallise dans des formes politiques et juridiques qui vont permettre d'assurer, pendant des siècles, le contrôle des corps, des territoires et des croyances des vaincus. Si la conquête de l'Amérique trouve sa justification éthique et juridique dans le système de représentation symbolique d'un monde féodal agonisant – notamment l'idée de « guerre sainte » –, elle est à l'origine d'une gigantesque mutation épistémique et géopolitique. Avec elle, ce n'est pas seulement le Nouveau Monde mais un monde nouveau qui s'impose aux imaginaires européens. L'espace de l'Autre extra-européen, en opposition à l'espace européen soumis au « droit des gens », est défini comme une *terra nullius*, un espace intégralement « disponible », offert au « vouloir occidental » et exposé au déploiement de ses appareils de capture politiques et technologiques<sup>3</sup>. Avec l'hégémonie sur l'Atlantique exercée par les puissances ibériques et l'annexion coloniale de vastes pans du monde, l'Europe commence à se projeter comme le centre politique et économique du système-monde émergent, et comme le centre symbolique de l'Univers. Dans cette nouvelle configuration polarisée, les Indes occidentales deviennent l'entrepôt des marchandises tangibles et immatérielles qui alimentent, des siècles durant, les bourses et les imaginaires du Vieux Monde.

L'entreprise coloniale est essentiellement menée par des contingents d'hommes en quête de promotion sociale. La prise de terre s'accompagne dès lors systématiquement d'une appropriation prédatrice du corps des femmes des sociétés vaincues. La violence sexuelle comme arme de conquête et d'expropriation des peuples autochtones – qui est une constante des politiques coloniales – débouche sur ce qu'on appellera plus tard le métissage. Le phénomène prend une telle ampleur dès la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> siècle qu'il devient une préoccupation lancinante des autorités coloniales locales et métropolitaines, qui lui consacrent une réflexion biopolitique spécifique. Le pouvoir colonial ibérique se fonde en effet sur une distinction marquée entre Européens et « Indiens » impliquant une division du corps social en deux républiques strictement ségréguées et hiérarchisées (la *República de Españoles* et la *República de Indios*) et une stricte division du travail selon des critères ethniques. Or les « sang-mêlé » menacent de gripper cette mécanique coloniale. Le métissage des populations provoque le glissement progressif de ce qui fut à l'origine une société de castes – avec trois grands groupes, les Espagnols, les Indiens et les Noirs<sup>4</sup> – vers une société dans laquelle la race – fondée sur le phénotype et le lignage biologique – devient un élément central du processus de classification sociale. L'intériorisation sociale de la suprématie blanche entraîne une survalorisation des logiques de différenciation raciales. Dès le xviii<sup>e</sup> siècle, les colonies américaines deviennent, sinon légalement, du moins en pratique, des ethnocraties dans lesquelles l'ensemble des sujets sont classés et socialement hiérarchisés en fonction de leur degré d'éloignement par rapport à l'idéal de la blancheur incarné par l'Espagnol péninsulaire.

Le système administratif centralisé instauré par les couronnes ibériques rend possible la cooptation d'une grande partie des Espagnols américains – les *Criollos*<sup>5</sup>. Bien qu'occupant une position sociale inférieure à celles des Espagnols nés en Espagne, les *Criollos* ont pu, à la différence des autres groupes ethniques, intégrer l'appareil administratif et ecclésiastique espagnol. Leur position spécifique, leur participation active et prolongée au maintien d'une hégémonie blanche garante de l'ordre colonial rendent problématique jusqu'à la notion d'« indépendance », pourtant présentée comme un moment fondateur des histoires nationales latino-américaines. Alors que la domination politique et administrative directe de la métropole ibérique prit fin, dans la plus grande partie du sous-continent, au cours du premier tiers du XIXe siècle, le colonialisme et son ingénierie sociale persistent à structurer, selon des modalités diverses et sur de nouvelles bases institutionnelles, les sociétés latino-américaines. Pour l'anthropologue argentine Rita Laura Segato, l'avènement des républiques latino-américaines, loin d'amorcer une quelconque décolonisation, ne fut en réalité que la poursuite du colonialisme sous de nouveaux atours :

Les États républicains fondés par les élites *criollas* n'ont pas signifié une vraie rupture par rapport à la période de l'administration coloniale, comme la narration mythique-historique nous l'a fait croire, mais une continuité dans laquelle le gouvernement, désormais ancré dans l'espace géographique proche, fut instauré pour recevoir en héritage les territoires, les biens et les populations qui étaient auparavant sous la coupe de l'administration ultramarine. Les prétendues indépendances ne furent en réalité rien d'autre que le transfert de ces biens de là-bas vers ici, mais un aspect fondamental demeura : l'extériorité radicale des administrateurs vis-à-vis du monde qu'ils devaient administrer<sup>6</sup>.

L'émergence des figures de l'État-nation et de son corollaire, la citoyenneté, adossées à l'idéologie de l'Ordre, de la Loi et du Progrès, ne font que renforcer la domination des élites blanches créoles sur les populations indiennes, noires et métisses dont l'intégration à la sphère publique reste, dans le meilleur des cas, purement formelle. La reconnaissance rhétorique de l'égalité raciale sert le plus souvent de paravent à un processus de recolonisation agressive et de privatisation des territoires collectifs des peuples indigènes. Du Mexique à l'Argentine, la « mission civilisatrice » menée sous la bannière de la nation par les élites politiques et intellectuelles blanches prend la forme de vastes politiques volontaristes de désindianisation et de désafricanisation des sociétés nationales. Dans les pays d'Amérique latine où se trouvaient encore des communautés autochtones ou noires numériquement importantes (comme au Mexique, au Pérou, en Bolivie ou au Brésil), cette volonté d'homogénéisation s'appuie sur une biopolitique de métissage visant *in fine* à blanchir, dans un sens tant culturel que biologique, les populations. Ce projet eugéniste possède deux versants apparemment contradictoires mais en réalité parfaitement complémentaires : d'un côté, une politique institutionnelle visant à rédimier les sujets issus de « races dégénérées » en les incorporant à la société blanche-créole ; de l'autre, une politique tacite de l'abandon visant à « laisser mourir » ces vies et ces formes d'existence « archaïques ». Dans de nombreux pays du sous-continent, la gestion biopolitique des populations perçues comme inassimilables prend une tournure ouvertement purgative. C'est notamment le cas dans la Patagonie argentine, où elle débouche, à la fin du XIXe siècle, au nom de l'incorporation du « désert » à l'ordre national et à la civilisation, sur le génocide des dernières « sociétés sans État ».

La célébration simultanément biologiste et culturaliste du métissage – comme synthèse harmonieuse des races – qui se répand dans une bonne partie du sous-continent après la

révolution mexicaine (1910-1920)<sup>7</sup> ne signifie nullement la fin du vieux motif de la « guerre des races » : transformée en mythe fondateur des nations latino-américaines, elle permet de naturaliser les privilèges des élites, dorénavant redéfinies comme métisses, tout en éludant le problème fondamental de l'accès aux ressources de l'ordre social, produit d'une domination coloniale multiséculaire<sup>8</sup>. Le discours du métissage a constitué et constitue encore un dispositif biopolitique d'une grande efficacité symbolique : occultant ses liens organiques avec le pouvoir colonial et ses effets d'exclusion concrets, il se présente comme le mouvement naturel et imparable de l'histoire collective latino-américaine. Le mythe tenace de la *democracia racial* brésilienne en est un très bon exemple : formulé à la fin du XIXe siècle et conceptualisé dans sa forme la plus aboutie par l'historien Gilberto Freyre (1900-1987) dans son ouvrage *Casa-Grande & Senzala* (1933)<sup>9</sup>, il a durablement consacré l'idée d'une nation brésilienne sans discrimination raciale, dans laquelle le métissage (*miscigenação*) et le syncrétisme des cultures constitueraient le socle de la démocratie.

Depuis les années 1990, la montée en puissance des mouvements autochtones et afro-descendants a largement contribué à affaiblir le discours assimilationniste du métissage, contraignant les États latino-américains à réformer substantiellement les modes de gestion de l'altérité : le mot d'ordre n'est plus celui de l'assimilation à la culture dominante créole, mais celui de la reconnaissance de dans un contexte de fortes contraintes économiques et sociales qui a conditionné son application : en Amérique latine, la reconnaissance de la diversité culturelle s'est en effet trouvée presque systématiquement articulée à des politiques de désengagement étatique – à travers notamment la promotion de formes d'autogestion des communautés « autochtones » dans le cadre de l'application stricte des réformes néolibérales. Ces politiques de reconnaissance de la diversité à travers, tout particulièrement, l'incorporation de références à l'ethnicité dans les textes constitutionnels ont par ailleurs bien souvent permis, à des gouvernements en mal de légitimité, de coopter à moindre coût les secteurs sociaux les plus sensibles aux questions de discrimination culturelle tout en radicalisant les logiques de dépossession néocoloniales. Comme l'a souligné l'anthropologue mexicain Luis Vasquez, en Amérique latine, la reconnaissance des droits culturels a souvent fonctionné, *de facto*, comme une monnaie d'échange contre des droits sociaux largement liquidés pendant le tournant néolibéral des années 1990<sup>10</sup>.

La logique coloniale du pouvoir n'a pas seulement persisté sous la forme d'un colonialisme interne : elle prit aussi, immédiatement après la dissolution de l'Empire hispano-américain, la forme de « pactes néocoloniaux » entre les jeunes États-nations et les nouvelles puissances hégémoniques (l'Angleterre et les États-Unis) qui ont façonné durablement la nature de l'insertion économique et politique de la région dans le système-monde capitaliste. Abandonnant le « fardeau » d'une administration coloniale directe, les puissances industrielles émergentes du nord de l'Atlantique optèrent pour des formes indirectes – essentiellement financières et commerciales – de contrôle des nations nouvellement indépendantes. Jusqu'au début du xxe siècle, l'Angleterre, principale source mondiale de capital, imposa sa puissance navale, industrielle, financière et culturelle à l'ensemble du sous-continent, n'hésitant pas, lorsque la *Pax britannica* se trouvait contestée par des peuples ou des gouvernements « irresponsables », à recourir à une « diplomatie de la canonnière ». Dans cette configuration renouvelée de l'économie atlantique, les nations latino-américaines ont été assignées à la position périphérique de pourvoyeuses de matières premières pour les puissances du centre. Mais c'est surtout au niveau des relations sociales de production qu'apparaissent le plus clairement les limites des décolonisations latino-américaines. L'intégration des régions rurales au sein du nouvel ordre capitaliste mondial a pris la forme, pour la majorité des populations paysannes, noires et indiennes, d'une seconde féodalisation (néo)coloniale. Le système de péonage – ou

servitude pour dette – fut non seulement maintenu dans une grande partie de l'Amérique rurale, mais encore étendu, sous des formes particulièrement féroces et dévastatrices, dans les territoires soumis à l'économie extractiviste. Ce fut notamment le cas dans les zones de collecte du caoutchouc dans le nord-est de l'Amazonie, où se répandit à la fin du XIXe siècle ce que l'anthropologue Michael Taussig appelle une « économie de la terreur » qui décima en quelques décennies les populations autochtones<sup>11</sup>. Le déclin des prétentions impériales britanniques en Amérique ne signifia pas, tant s'en faut, la fin des politiques néocoloniales dans la région. Au tournant du siècle, la nouvelle puissance globale, les États-Unis, possédait les moyens matériels de concrétiser ses velléités conquérantes, formulées dès 1823 dans la fameuse doctrine Monroe – « l'Amérique aux Américains »<sup>12</sup>. La guerre contre l'Espagne en 1898, en précipitant l'occupation de Cuba et l'annexion de Puerto Rico, consacra le début de la mainmise nord-américaine sur la région et de la soumission durable des pays d'Amérique latine aux intérêts impériaux des États-Unis.

Outre la mise en place d'une « politique du dollar » visant à faire peser la suprématie financière et économique dans la région, la première moitié du xxe siècle fut aussi marquée par la multiplication – sans déclaration de guerre formelle – des interventions militaires en Amérique centrale et dans les Caraïbes<sup>13</sup>. Les décennies suivantes entérinèrent l'influence des États-Unis dans la conduite des politiques internes des États latino-américains. Au nom du concept de « défense hémisphérique » contre l'impérialisme soviétique, puis de « guerre contre la drogue », Washington a déployé un large répertoire d'actions politico-militaires pour perpétuer la gouvernance impériale de la région : soutien logistique et politique à la « guerre sale » contre l'« ennemi intérieur » menée par les dictatures de sécurité nationale du Cône Sud des années 1970, appui militaire massif aux gouvernements répressifs et aux insurrections contre-révolutionnaires en Amérique centrale au cours des années 1980, interventions militaires directes, transnationalisation de questions relevant de la sécurité intérieure, exportation de politiques répressives, etc. Les modalités coercitives de cet interventionnisme sont indissociables d'un projet géopolitique plus vaste visant à la construction d'une hégémonie néolibérale à travers l'« exportation de la démocratie » et des bonnes pratiques de gouvernance économique telles que définies par le « consensus de Washington » de la fin des années 1980<sup>14</sup>. Articulé à des stratégies politiques internes aux groupes dominants, ce projet a débouché sur une profonde refondation des économies et des sociétés latino-américaines, renforçant partout et jusque dans les territoires les plus reculés, non seulement le fardeau imposé du capital transnational et le modèle d'accumulation fondé sur l'exportation des matières premières, mais aussi le pouvoir néocolonial des élites eurocentriques. Comme le signale l'écrivain militant Raúl Zibechi, la logique spatiale du capitalisme extractiviste, qui s'est imposé et renforcé partout en Amérique latine depuis deux décennies, remet en vigueur les schémas coloniaux les plus féroces<sup>15</sup> : occupation des territoires (méga-mines à ciel ouvert, agro-industrie de mono-plantation, monocultures, tourisme extractiviste, etc.) ; expulsion ou désintégration organisée des communautés paysannes ; mise en place d'économies d'enclave qui consacrent l'extraterritorialité juridique des acteurs économiques ; militarisation des territoires, souvent laissés aux mains de milices para-étatiques. Dans ces zones de sacrifice, le principal instrument d'« accumulation par dépossession » – selon l'expression de David Harvey<sup>16</sup> – n'est pas la privatisation, mais l'expropriation violente des territoires, des lieux du déploiement de la vie, et la destruction des conditions mêmes de possibilité de la vie. En ce sens, comme l'a soutenu le sociologue mexicain Pablo González Casanova, la conquête de l'Amérique n'est pas un événement qui appartient au passé : elle est le nom d'un mécanisme récurrent qui, sous des formes plus ou moins explicites et à des échelles multiples, produit et reproduit sans cesse des rapports coloniaux<sup>17</sup>.

Une relecture critique de l'histoire de l'Amérique latine ne peut pas se contenter d'énumérer les multiples formes de colonialisme qui ont émaillé l'histoire du continent. Elle se doit aussi de prêter attention aux « grondements sourds de la bataille », autrement dit, aux luttes, aux tensions et aux ruptures qui leur sont coextensives. Car les discours et les pratiques coloniales ont aussi, comme le souligne l'historienne bolivienne-aymara Silvia Rivera Cusicanqui, contribué à l'émergence, dans les marges subalternes des nations, d'une multitude de pratiques et de stratégies de réinvention sociales et politiques :

Bien que la modernité historique ait impliqué l'esclavage des peuples indiens, elle constitua en même temps une arène de résistances et de conflits, une scène propice au déploiement de stratégies contournantes et contre-hégémoniques, ainsi que de nouveaux langages et projets indiens de la modernité<sup>18</sup>.

Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, les communautés indiennes et afro-caribéennes, premières victimes historiques du processus de conquête moderne/colonial, inventèrent des formes collectives de résistance et de réinvention politique visant non seulement à desserrer le carcan des structures sociales de domination, mais parfois aussi à renverser l'ordre social moderne/colonial. Des territoires autonomes administrés par les esclaves fugitifs, comme le Quilombo dos Palmares (1605-1694)<sup>19</sup>, aux communautés zapatistes autonomes en lutte, en passant par le grand cycle des révoltes panandines à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>20</sup>, la révolution haïtienne, l'insurrection messianique et populaire des *Canudos* au Brésil (1893-1897) ou la « guerre de l'eau » menée en 2000 par les communautés aymaras à Santa Cruz en Bolivie, l'histoire moderne et contemporaine de l'Amérique latine est aussi l'histoire des multiples et inlassables formes de résistance systémiques et non systémiques organisées par les sujets subalternes contre les effets durables de la colonialité du pouvoir.

Reste que ces irruptions radicales des « absents de l'histoire » ne sont que les formes les plus explicites d'un vaste répertoire de pratiques subversives, souvent silencieuses, inscrites dans la trame même de la vie quotidienne des groupes subalternes. Ces pratiques n'ont été possibles que parce qu'elles s'enracinent dans un solide socle épistémique : face à l'expropriation matérielle et immatérielle systématique, face à la transformation de leur monde de la vie en « monde de la mort »<sup>21</sup>, face aux stratégies d'accumulation par dépossession, les habitants de la « zone du non-être » se sont dotés de manières d'être, de connaître et de s'organiser à même de contrecarrer les effets dévastateurs de la colonialité du pouvoir. Depuis la conquête commencée en 1492, l'histoire de l'Amérique latine a été marquée à la fois par la continuité de structures coloniales et par la persistance des luttes décoloniales. Aujourd'hui encore, dans un contexte global de « mondialisation » néolibérale, il est difficile de comprendre les rapports de pouvoir et les tensions qui traversent les sociétés latino-américaines sans prendre en compte le colonialisme structurel qui a marqué leur histoire. À bien des égards, comme l'observe le sociologue portoricain Ramón Grosfoguel, la décolonisation y reste un programme largement inachevé :

Si l'on conçoit le colonialisme comme un rapport politique, économique, sexuel, spirituel, épistémologique, pédagogique, linguistique de domination métropolitaine dans le système monde, et comme un rapport culturel/structurel de domination ethno- raciale, les mal nommées républiques indépendantes d'Amérique latine et des Caraïbes restent des territoires à décoloniser<sup>22</sup>.

La bifurcation spatiale et chronologique que propose l'approche décoloniale dégage de nouveaux points de vue, non seulement sur la temporalité mais aussi sur la nature des relations de pouvoir colonial. Ce déplacement entraîne tout d'abord une mutation cruciale de l'objet d'étude : le point focal de la perspective décoloniale n'est plus tant le colonialisme, ni même d'ailleurs les traces qu'il aurait laissées dans les sociétés contemporaines, que la forme du pouvoir qu'inaugure l'arraisonnement violent de l'Amérique au monde occidental, et qui survit au démantèlement des structures politiques et juridiques du colonialisme historique – à savoir, la colonialité. Pour les théoriciens décoloniaux, le colonialisme n'est que l'une des manifestations historiques d'un régime de colonialité, hétérogène et dynamique, qui se déploie sur la longue durée<sup>23</sup>. Ce constat en appelle un autre : les décolonisations ayant laissé intactes les multiples relations raciales, ethniques, de genre, épistémiques et économiques qui fondent l'asymétrie Nord/Sud, il devient nécessaire de mettre en œuvre une deuxième décolonisation ou, plus exactement, une opération de décolonialité. Cette redéfinition du champ analytique implique un renversement de l'ordre des phénomènes. La colonialité n'est pas le résidu ou la séquelle d'une tache originelle ; elle est une structure profonde, enracinée dans les institutions, les pratiques sociales, les schèmes collectifs de pensée, qui conditionne et légitime la répartition des ressources à toutes les échelles de la vie sociale. La colonialité, c'est, pour reprendre l'expression du philosophe marxiste équatorien Bolívar Echevarría, une « conquête ininterrompue »<sup>24</sup> qui, depuis l'événement singulier de 1492, et selon des modalités variables, opère une appropriation violente du réel, produit sa propre réalité et lui impose, ce faisant, ses conditions de visibilité et d'intelligibilité.

\*

Illustration : Wilfredo Lam.

## références

### références

- ↑ 1 Ella Shohat, *Colonialité et ruptures. Écrits sur les figures juives arabes*, Lux Éditeur, Montréal, 2021, p. 78-84.
- ↑ 2 Luis Mora-Rodríguez, *Bartolomé de las Casas. Conquête, domination, souveraineté*, PUF, Paris, 2012, p. 59.
- ↑ 3 Michel de Certeau, *L'Écriture de l'histoire*, Gallimard, Paris, 1975, p. 9-10.  
Dans le contexte latino-américain, les catégories indio et indígena ont toutes deux été construites et imposées par les institutions étatiques et les élites blanches. La catégorie indio est une construction juridique coloniale, visant à garantir la ségrégation entre les colons et les « vaincus », soumis au tribut. Après les indépendances et l'abolition de l'ordre juridique colonial, le terme est remplacé dans les discours institutionnels par le vocable indígena (du latin indígena, « originaire du pays »), censé refléter l'accession – largement rhétorique – des Autochtones au régime de la citoyenneté. Contrairement à la catégorie rattachée au code de l'indigénat français, le terme indígena n'a jamais été lié à un statut juridique spécifique. Désormais intégré au lexique juridique des grandes organisations internationales (convention 169 « relative aux peuples indigènes et tribaux » de l'Organisation internationale du travail) et des organisations non gouvernementales (ONG), il est devenu un outil d'auto-identification stratégique dans les luttes des peuples autochtones. Afin d'éviter des confusions, nous utiliserons généralement le terme « Autochtone ». Les termes « Indien » et « Indigène » seront réservés à des contextes historiques spécifiques.
- ↑ 4

- Le terme criollo vient du portugais crioulo, qui fut utilisé dès le XVII<sup>e</sup> siècle pour distinguer les esclaves noirs nés en Amérique des esclaves nés en Afrique. Dans les colonies espagnoles d'Amérique, il fut adopté pour désigner les descendants d'Espagnols nés en Amérique, en opposition aux Peninsulares, les Espagnols nés dans la Péninsule. Au sein du système colonial des castes, les Criollos étaient considérés comme des sujets socialement inférieurs aux Espagnols péninsulaires, mais supérieurs à l'ensemble des sujets non blancs. Bien que constituant l'élite économique au sein des colonies, les Criollos furent systématiquement écartés des plus hautes fonctions administratives du système de gouvernance coloniale.
- ↑ 5 Rita Laura Segato, *La Guerra contra las mujeres, Traficantes de sueños*, Madrid, 2016, p. 24. Nous traduisons.
- La première occurrence latino-américaine du terme « métissage » (mestizaje) apparaît en 1925 dans le très influent essai du Mexicain José Vasconcelos (1882-1959), *La Raza cósmica. Misión de la raza iberoamericana*. L'intellectuel et homme politique mexicain, qui fut secrétaire de l'Éducation et de la Culture du gouvernement post-révolutionnaire d'Alvaro Obregón, y interprète l'Amérique latine comme l'espace historique où s'opère, depuis la conquête, la fusion des races européennes, indiennes et africaines. Selon Vasconcelos, ce processus de fusion biologique – dans lequel domine l'apport hispanique – doit aboutir à l'avènement d'une cinquième race, la « race cosmique », censée parachever le mouvement historique d'unification de l'humanité. Le métissage tel que le conçoit Vasconcelos est une théodicée : la violence coloniale y apparaît comme la condition de possibilité du processus historique menant à la réconciliation de l'humanité autour d'un ordre symbolique et social eurocentré.
- ↑ 7 Laura Catteli, *Arqueología del mestizaje. Colonialismo y racialización*, Ediciones Universidad de la Frontera, CLACSO, Temuco, 2020, p. 54.
- ↑ 8 Pour la traduction française : Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves*, Gallimard, Paris, 1978.
- ↑ 9 Luis Vasquez, *Multitud y distopía. Ensayos sobre la nueva condición étnica en Michoacán*, UNAM, Mexico, 2010, p.11.
- ↑ 10 Michael Taussig, *Shamanism, Colonialism, and the Wild Man. A Study in Terror and Healing*, The University of Chicago Press, Chicago, 1978. Nous traduisons.
- La « doctrine Monroe » est formulée en 1823 devant le Congrès par le président James Monroe. Souvent réduite à la formule « l'Amérique aux Américains », elle constitue avant tout un avertissement à destination de l'Espagne et des puissances de la Sainte-Alliance contre toute tentative de reconquête des anciennes colonies de l'Amérique luso-hispanique. L'application de cette doctrine dépendait alors très largement de la bonne volonté de la Grande-Bretagne, seule puissance navale capable d'assurer une présence stratégique permanente dans l'ensemble de la région.
- ↑ 12 On peut mentionner, entre autres, l'occupation de Cuba (1898-1902), du Nicaragua (1912-1933), de la République dominicaine (1915-1924) et de Haïti (1915-1933).
- Le mal nommé « consensus de Washington » fait référence à l'ensemble des mesures d'ajustement structurel qui furent imposées aux pays du Sud à la fin des années 1980 par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, en échange de la mise en place de « plans de sauvetage » visant à « aider » les pays hyper-endettés à honorer leurs dettes auprès des banques commerciales du Nord. Le « décalogue » de mesures néolibérales – discipline fiscale, déréglementation des marchés financiers, désétatisation de l'économie, réduction et réorientation des dépenses publiques, etc. – fut d'autant plus facilement imposé aux pays latino-américains que ceux-ci étaient plongés, depuis le début des années 1980, dans une violente récession économique.
- ↑ 14 Raúl Zibechi, *Latiendo resistencia. Mundos nuevos y guerra de despojo*, Zambra, Balandres, Malaga, 2016, p. 39-41.
- ↑ 15



- 
- ↑ **16** David Harvey, *Le Nouvel Impérialisme*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2010
- ↑ **17** Pablo González Casanova, « La conquista de América Latina », *Tareas*, n° 83, 1993
- ↑ **18** Silvia Rivera Cusicanqui, *Ch'ixinakax utxiwa. Una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores*, Tinta Limón Ediciones, Buenos Aires, 2010, p. 53. Nous traduisons.  
Situé dans la région sucrière du Nordeste, le Quilombo dos Palmares constitua la plus importante des communautés marronnes libres du Brésil colonial. Les expéditions menées par les grands propriétaires et les autorités coloniales pour l'anéantir s'étendirent du début du XVII<sup>e</sup> siècle au début du XVIII<sup>e</sup>. Très nombreuses dans l'ensemble des régions esclavagistes de l'Amérique, ces républiques marronnes auto-organisées ont été appelées de différentes façons dans le sous-continent : Cumbes au Venezuela ou Palenques en Colombie
- Au cours de la même période que la séquence révolutionnaire atlantique, un grand mouvement révolutionnaire anticolonial se propagea à travers les hauts plateaux de l'ancien Empire inca en 1780-1781. Initialement menée par un descendant des souverains incas, José Gabriel Tupac Amaru, dans la région de Cuzco, l'insurrection se poursuivit dans la région de La Paz (dans l'actuelle Bolivie) sous le commandement du paysan aymara Tupac Katari. L'insurrection, qui accumula initialement les succès militaires, fut presque en mesure de renverser le pouvoir colonial. Si elle fut finalement défaite et impitoyablement écrasée par les autorités coloniales, elle ébranla durablement les structures de l'ordre colonial. Décrite comme une « guerre des races » par la propagande de l'État espagnol, la grande insurrection andine fut pourtant un vaste mouvement interethnique dirigé contre les institutions de l'oppression coloniale.
- Nelson Maldonado-Torres, « Sobre la colonialidad del ser : contribuciones al desarrollo de un concepto », in Santiago Castro-Gómez et Ramón Grosfoguel (dir.), *El Giro decolonial. Reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*, Siglo del Hombre Editores, Bogota, 2007, p. 127-167, citation p. 159. Nous traduisons.
- Ramón Grosfoguel, « Izquierdas e izquierdas otras : entre el proyecto de la izquierda eurocéntrica y el proyecto transmoderno de las nuevas izquierdas descoloniales », *Tabula Rasa*, n° 11, p. 9-29, citation p. 16. Nous traduisons.
- Aníbal Quijano, « Colonialidad del poder y clasificación social », in Santiago Castro-Gómez et Ramón Grosfoguel (dir.), *El Giro decolonial*, op. cit., p. 93-126, citation p. 93.
- ↑ **24** Bolívar Echevarría, *Vuelta de siglo*, Era, Mexico, 2010, p. 242.